

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 66 (1925), p. 200-208

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1925__66__200_0

© Société de statistique de Paris, 1925, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

III

BIBLIOGRAPHIE

Théorie et Pratique des Assurances terrestres, par Joseph HEMARD, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. (Librairie du Recueil Sirey.)

Si, parfois, on a exprimé le regret que les assurances n'aient pas pris en France un développement aussi important que dans certains pays étrangers, on ne saurait faire grief aux spécialistes français de n'avoir pas poussé aussi loin que partout ailleurs l'étude des questions qu'elles soulèvent. A défaut d'autre preuve, on peut s'en convaincre facilement en lisant l'ouvrage que publie M. le professeur HEMARD sous le titre : *Théorie et Pratique des Assurances terrestres* et dont le premier volume vient de paraître.

Cette œuvre, dont on peut déjà apprécier les mérites exceptionnels, formera l'encyclopédie la plus complète et la plus vivante qui ait jamais été écrite sur ce sujet particulièrement délicat.

Jusqu'à présent, les auteurs qui se sont occupés des assurances les ont envisagées au point de vue soit économique, soit juridique, soit technique, mais aucun d'eux, tout au moins à notre connaissance, n'a tenté une synthèse de la question en examinant successivement ses trois côtés et en cherchant comment ils peuvent réagir l'un sur l'autre. Il est souvent arrivé, au contraire, que les spécialistes des diverses disciplines aient voulu s'ignorer et il en est résulté des erreurs qui auraient pu être évitées avec une compréhension plus large du sujet. Le grand mérite de M. HEMARD est d'avoir abordé la tâche qu'il s'est imposée avec toute la largeur de vues possible. Il ne s'est pas limité à sa compétence initiale de juriste, il s'est fait économiste et technicien, et tous ses lecteurs se rendront compte qu'il y a pleinement réussi.

Qu'il s'agisse en effet de préciser la notion d'assurance terrestre, d'en retracer l'évolution ou d'indiquer les étapes de la science des assurances — ce sont là les objets des trois livres que comprend le tome I, — M. HEMARD s'est toujours placé succes-

(1) Voir YVES-GUYOT, toutes les éditions de *La Science économique* ; ses lois inductives (Costes, édit.) ; *L'Économie de l'effort* (Colin, édit.).

sivement au point de vue économique, juridique et technique, et, après avoir fait dans chacun d'eux l'analyse des idées et des faits, il a réalisé la synthèse des notions acquises.

En suivant cette méthode particulièrement féconde, le savant auteur a tout d'abord dégagé avec un rare bonheur la notion d'assurance. Il a repris toutes les théories qui ont été proposées à ce sujet en les classant d'après leur caractère économique, juridique ou technique, ce qui lui a permis d'arriver à une définition de l'assurance qui contient tous les éléments distinctifs de l'opération. Ceux-ci sont ensuite examinés l'un après l'autre en vue de justifier la définition donnée.

Après avoir fait apparaître ainsi les principes sur lesquels repose l'opération d'assurance, M. HEMARD en retrace l'histoire. Il expose l'évolution des institutions — point de vue économique —, celle du droit — point de vue juridique —, et celle de la science actuarielle — point de vue technique. Cette partie du livre constitue une histoire fort complète et fort attachante de toutes les branches d'assurances partout où elles ont fait l'objet d'applications pratiques.

Le volume se termine par un exposé des moyens qui ont permis le développement ou ont rendu possible la diffusion de la science des assurances. Là encore, M. HEMARD est resté fidèle à son plan; il nous parle de la littérature, des sociétés scientifiques et de l'enseignement en envisageant successivement les côtés économique, juridique et technique.

Ce bref exposé ne peut donner qu'une bien faible idée de la valeur hors pair de cet ouvrage qui intéressera vivement les actuaires et les statisticiens. Ceux-ci apprécieront sans doute tout particulièrement les chapitres consacrés aux données statistiques et à l'histoire des tables de mortalité, de morbidité ou d'invalidité. Ils y trouveront non seulement des renseignements précieux, mais encore matière à d'utiles réflexions.

D'ailleurs, toutes les personnes qui, à un titre quelconque, s'intéressent aux assurances, devront lire le traité de M. HEMARD. En particulier, les spécialistes de l'une ou l'autre des disciplines qui forment la science de l'assurance y trouveront présentées dans un ordre et avec une clarté parfaits, les notions qu'ils ne peuvent ignorer s'ils veulent devenir des assureurs dans toute l'acception du mot.

Ajoutons que la documentation est de tout premier ordre. Les références données à des ouvrages français ou étrangers sont si nombreuses qu'il semble que rien de ce qui a été publié sur les assurances en tous temps et en tous lieux n'ait pu échapper aux patientes investigations de l'éminent auteur.

E. POTHÉMONT.

* * *

La Roumanie économique et le change roumain au lendemain de la guerre, par A. THÉVENEAU. — Un vol. in-8 de 174 p. Paris, Presses universitaires de France, 1923.

M. A. Théveneau a donné dans ce volume un tableau clair et assez complet des questions économiques roumaines qui peuvent intéresser le public français. Il les présente dans l'ordre historique avant de les commenter, de sorte que le lecteur a l'impression de se trouver en contact avec les faits.

La partie la plus intéressante de son ouvrage pour le lecteur français est celle qui se réfère au régime monétaire et au change roumain. On se rappelle que les malentendus survenus dans ce domaine ont, quelque temps, assombri les rapports de la France et du Gouvernement de Bucarest. L'auteur en fait un exposé très précis appuyé sur une documentation abondante. Peut-être n'est-il pas toujours assez difficile dans le choix de ses sources. Cependant, les faits principaux qu'il retrace

sont exacts et nous ne nous permettrons d'objection qu'au sujet de certaines interprétations. Il nous est impossible d'admettre, avec lui, et avec une grande partie de l'opinion publique roumaine, que le pays manque de monnaie. Quand les émissions de billets croitraient sans limite, elles paraîtraient toujours insuffisantes au public, si, ne s'accompagnant pas d'une production proportionnelle de marchandises ou d'un renforcement de l'esprit d'épargne, elles faisaient monter les prix à mesure qu'elles se déverseraient sur le marché.

E. B. D.

* * *

Les Finances publiques de la France et la fortune privée (1914-1925), par GERMAIN-MARTIN, professeur à la Faculté de Droit de Paris et à l'École des hautes études commerciales. 1 vol. in-8 de 444 p., Payot, édit., Paris, 1925.

En rendant compte, dans le numéro d'avril de notre Journal, du cours professé par M. Germain Martin sur « La Situation Financière de la France », nous exprimions le regret que la transcription n'en eût été reproduite qu'à un petit nombre d'exemplaires. Aujourd'hui, grâce à la publication, par une grande maison d'édition, du volume intitulé *Les Finances publiques de la France et la fortune privée*, tous ceux qui comprennent l'importance de la question peuvent connaître l'opinion du maître très clairvoyant et bien informé qu'est M. Germain-Martin. Ils ne retrouveront pas le texte même du précédent ouvrage, l'auteur aimant à se renouveler; mais ils en auront l'essentiel avec des compléments considérables; le tout fondu et coulé sous la forme convenant à un public plus étendu que celui de la Faculté.

Un trait commun caractérise cependant toutes les études qui sortent de la plume de M. Germain-Martin, c'est l'abondance de données précises, notamment de données statistiques. Elle résulte de la méthode même de l'auteur, qui demande aux faits de lui suggérer ses conclusions.

D'autre part, en annonçant, au seuil de son exposé, qu'il parlerait de la fortune privée en corrélation avec les finances publiques, ainsi qu'il convient pour aller au fond des choses, il ne s'est pas écarté d'une voie qui lui est habituelle. Dans la plupart de ses travaux, il a fait une large place à l'examen des répercussions réciproques de la richesse des citoyens et de l'activité financière de l'État. Il a particulièrement marqué cette solidarité dans son étude sur « Les problèmes du crédit en France » (1), qui peut être considérée comme le préambule de son nouvel ouvrage. Il en a, d'ailleurs, repris ici quelques éléments, tels que le portrait psychologique du capitaliste français. Aussi bien, les finances publiques représentent-elles, chez une nation vraiment démocratique — où le domaine agricole et industriel de l'État doit être d'importance négligeable — un simple lieu de transit pour des capitaux privés. En principe, l'État ne perçoit des impôts ou n'encaisse des emprunts que pour en transmettre immédiatement le produit à ses serviteurs, à ses fournisseurs ou à ses autres créanciers. Ces sommes ne sortent donc du domaine privé que pour y rentrer, en changeant de mains, il est vrai.

Il est un domaine où s'accuse avec la netteté la plus frappante la participation des fortunes individuelles à la vie financière de l'État, c'est celui de la trésorerie. Nos finances de guerre, dont l'organisation s'est maintenue, à beaucoup d'égards, depuis la paix, ont été établies sur la base du crédit et de la liberté. Les Français ont eu la faculté d'assurer par l'apport, en grande partie révoquant, de leurs épargnes, le salut financier de la Nation. Ce système, dont il serait injuste de méconnaître les grands avantages et la haute valeur morale, présente des risques bien connus, précisément parce qu'il fait dépendre de la confiance persistante des citoyens l'approvisionnement de l'État en ressources financières.

Ainsi, évidemment, toute variation dans la prospérité privée ou dans les dispo-

(1) Un volume in-12, Paris, Payot, 1919.

sitions des particuliers à l'égard de leurs placements exerce une influence immédiate sur les recettes et sur les décaissements du Trésor.

C'est l'une des raisons pour lesquelles M. Germain-Martin déclare que la politique de redressement financier « ne peut être menée à bien que si des vérités élémentaires sont connues et comprises par la Nation tout entière ».

Peu d'écrivains contribuent autant que lui à la diffusion de ces connaissances bienfaisantes. Le nouvel ouvrage qu'il leur a consacré — non sans sortir du domaine purement élémentaire — est divisé suivant un plan historique favorable à la clarté. Il montre ce qu'ont été nos finances depuis 1914 (il rappelle même la situation d'avant-guerre) et, chemin faisant, il apprécie. Aucune innovation ou proposition importante relative à notre régime d'emprunts ou d'impôts ne lui échappe. Non content de les analyser, il en indique l'origine et les conséquences, de sorte que le lecteur acquiert une vue d'ensemble de la situation, et qu'il y gagne, en outre, l'intelligence de celle-ci.

De nombreuses questions d'actualité y trouvent leur place naturelle, en particulier, celles de la trésorerie, de la consolidation, du marché des titres, des réparations, des innovations fiscales, de la dévaluation et de la déflation.

Est-il besoin de dire que l'exposé en est fait d'une manière très objective? Plus que des solutions fermes, en ces matières où le scepticisme s'impose, les lecteurs de ce livre substantiel auront le plaisir d'y trouver surtout une occasion d'élargir leurs vues.

La *Revue de Science et de Législation financières* (premier trimestre 1925) a cependant reproché à M. Germain Martin de n'avoir pas placé sur son véritable terrain l'étude du prélèvement sur le capital. L'auteur de la critique admet que l'on écarte le procédé « lorsque ce n'est pas indispensable, c'est-à-dire lorsque le problème à résoudre n'est pas l'alternative angoissante entre la banqueroute, l'inflation et le prélèvement sur le capital. Mais, dit-il, lorsqu'on est dans le cas de l'alternative inéluctable, alors il faut, non pas constater seulement le trouble économique certain amené par le prélèvement sur le capital, mais comparer ce trouble avec les troubles économiques, non moins certains amenés par l'inflation ou par la banqueroute. » En fait, l'esprit précis de M. Germain-Martin avait plusieurs bonnes raisons pour ne pas considérer cette « alternative » à trois termes. Il sait que l'ampleur même de la Dette publique empêche que celle-ci ne puisse être remboursée rapidement, que des renouvellements sont inévitables, et que, par conséquent, il importe encore plus de ménager le crédit en calmant le public que d'accélérer les amortissements. Les pays anglo-saxons eux-mêmes ne procèdent, à cet égard, qu'avec une sage lenteur, et nous ne voyons pas ce qui permettrait de se hâter beaucoup plus sur le continent. Les partisans « angoissés » d'un prélèvement sur le capital ont-ils d'ailleurs réfléchi que le plus riche capitaliste de France était précisément l'État débiteur, même sans qu'il soit tenu compte de son domaine public? Son actif ne serait, sans doute, pas facile à réaliser; mais il en va de même de celui des particuliers, ainsi que le montre bien M. Germain-Martin.

Son livre est cependant tout le contraire d'un conseiller d'apathie fiscale et de négligence budgétaire. Il préconise une « politique économique nationale d'effort financier qui doit préparer la stabilisation »; il demande aux possédants d'avoir l'esprit de sacrifice et de se persuader que « faire de bonnes finances, c'est préparer un avenir de sécurité et de bien-être aux moins aisés d'abord, et aux autres par surcroît. »

En résumé, son livre expose avec une largeur de vues remarquable un assez grand nombre de données positives pour que l'on possède vraiment, après l'avoir parcouru, des éléments d'appréciation solides sur la situation financière de la France.

E. B. D.

IV

NÉCROLOGIE

MIRANDA MALZAC (1850-1925)

Un bon ami de notre Société vient de disparaître et c'est avec un réel chagrin que nous avons appris, le 9 avril 1925, le décès de notre ancien Président dont la vie laborieuse est un exemple pour tous.

Né le 13 avril 1850, ses études et l'exemple donné par sa famille qui occupait une charge de notaire depuis toujours, le dirigeaient vers le notariat; mais son caractère ardent l'orientait différemment; sa génération se préoccupait des luttes politiques: il se lança dans la bataille à la suite de Gambetta et devint maire d'Alais à vingt-huit ans; il occupa ces fonctions délicates pendant six ans et il semble bien qu'il ait pu apaiser la vivacité des discussions, car son administration fut d'une productivité remarquable: création de nouveaux quartiers, développement de la voirie, création du lycée de jeunes filles, développement considérable de l'instruction.

En 1884, nous le voyons revenir à la vie privée et reprendre ses fonctions dans l'étude paternelle; mais il est bien rare que la politique abandonne l'homme qu'elle a choisi et il reprit place dans la vie publique en 1894. Son mandat de député ne fut que de très courte durée et il quitta la Chambre en 1898; Paris l'avait pris et dès lors, tout en conservant des attaches et des affections dans son pays natal, il se fixa définitivement dans la capitale; c'est alors qu'il vint à nous sous les auspices de MM. A. COSTE et Fernand FAURE, son collègue à la Chambre.

Collaborateur assidu de la *Revue Politique et Parlementaire*, il a publié de nombreux articles sur les sujets qui le préoccupaient depuis son entrée dans la vie politique; dès 1901, il nous donna une étude sur le crédit foncier hypothécaire, puis successivement: en 1904, réorganisation de la statistique agricole; 1906, assistance aux vieillards; 1907, révision de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles; 1908, étude sur la propriété non bâtie, valeur vénale et revenu; 1911, statistique d'un entrepôt de tabacs; 1914, assistance aux vieillards en France et en Angleterre; 1915, les élections législatives de mai 1914; il faut signaler aussi le très bel article consacré à la statistique de la consommation du tabac à Paris, dans notre volume *Notes sur Paris*, publié à l'occasion du cinquantenaire de la Société. M. MALZAC avait, en effet, accepté la lourde charge de l'administration d'un entrepôt de tabacs et il consacrait, à cette tâche qui l'intéressait vivement, une activité tout à fait remarquable.

En 1916, nous l'appelions à présider nos travaux; il succédait à Maurice BELLOM et son beau discours d'installation était, à ce moment difficile de notre histoire, un hymne au courage et à l'optimisme.

Jamais MALZAC ne manqua de venir, quelques jours avant la séance, s'entretenir avec le Secrétaire général pour étudier le programme des séances, discuter le budget, et les bombardements aériens qui arrêtaient la vie de bien des sociétés n'ont pu ralentir les travaux de notre Compagnie, malgré les inquiétudes du moment et les angoisses réservées au père de famille.

Après sa présidence, il conserva longtemps sa bonne habitude et jamais il ne laissait passer une séance sans venir pour me prier de l'excuser auprès de l'auteur;

puis la maladie qui l'oppressait devint plus sérieuse et il disparut sans bruit, laissant le souvenir d'un homme d'une cordialité et d'une bonne humeur exquises; il avait le propos vif et gai et bien souvent un bon mot, une anecdote amusante venaient naturellement à ses lèvres alors, qu'en même temps, un bon sourire éclairait son visage resté jeune et que ses yeux pétillaient de malice; quel homme charmant et quel souvenir laissera-t-il dans l'esprit de ceux qui l'ont bien connu !

M. le Président PAYELLE a porté sur MALZAC ce jugement qu'il me permettra de citer :

« J'avais pour M. MALZAC autant d'affection que d'estime. Par la droiture et l'élévation de son caractère, la clairvoyance de son jugement politique et son ferme patriotisme, il était à mes yeux le type du républicain d'autrefois, vraiment digne de ce nom. Ses entretiens étaient pour moi un plaisir et un enseignement toujours renouvelés; bien souvent ils m'ont fait déplorer qu'il ne fit plus partie du Parlement. Dans le cercle où je l'avais connu et où nos rencontres furent un temps très fréquentes, il était unanimement respecté et aimé. »

N'est-ce pas le plus bel éloge qu'on puisse faire d'un tel homme? et je ne saurais rien ajouter à ces mots qui rendent si bien ce que nous pensons tous : nous perdons un bon ami, un travailleur entraîné; prenons exemple sur sa vie, travaillons et surtout sachons conserver, même dans les heures les plus angoissantes, l'espoir et la bonne humeur sans laquelle on donne prise au découragement.

Que mon camarade Marcel MALZAC et son frère trouvent ici l'expression de la sympathie et des regrets unanimes de tous les membres de la Société.

A. BARRIOL.

V

LISTE DES OUVRAGES REÇUS PAR LA SOCIÉTÉ (AVRIL 1925)

Nombre de fascicules		Mois	Année
3	Argentine. — Bulletin officiel de la Bourse du Commerce.	Févr.-mars	1925
2	Bulletin du Musée social.	Oct.-nov.	1925
2	Bulletin de Statistique municipale.	Nov.-déc.	1925
2	Australie. — Statistical Register 1923-1924.		1925
	Census, part VII, Education.		1925
	Census, part VIII, Conjugal Condition.		1925
	Quarterly Summary.	Décembre	1924
1	Autriche. — Statistische Nachrichten.	Mars	1925
1	Belgique. — Revue du Travail.	Février	1925
2	Le Mouvement communal.	Mars-avril	1925
1	Bulgarie. — Bulletin de Statistique.	Mars	1925
1	Bulletin de la Banque nationale.	Janvier	1925
1	Dictionnaire des localités.		1924
1	Chili. — Commerce extérieur en 1923.		1924
1	Mine et métallurgie en 1923.		1925
1	Démographie en 1923.		1924
1	Agriculture en 1922-1923.		1924
1	Hacienda, 1923.		1924
1	Commerce extérieur, 1923.		1924
1	Danemark. — Marine marchande et navigation en 1923.		1925
1	Causes de décès en 1923.		1924
1	Espagne. — Statistique des passagers par mer, 1920-1921-1922.		1924
1	Mouvement de la population 1919-1920.		1924
8	Bulletin démographique.		1924
1	Annales de l'Institution nationale de prévision.		1925
3	États-Unis. — Monthly Summary Commerce.		1924
1	Foreign Commerce and Navigation.		1923.
1	Commerce Monthly.	Avril	1925
1	Federal reserve Bulletin.	Mars	1925
1	American philosophical Society.		1924
1	Statistical Bulletin.	Février	1925
1	Finlande. — Établissements pénitentiaires et maisons de travaux publics.		1925
1	Renseignements sur les chemins de fer en 1923.		1925
1	Statistique des Caisses d'épargne en 1923.		1925
1	Bulletin de la Banque.	Mars	1925
1	France. — Compte rendu de la Banque de France.		1925
1	Rapport des Caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents, en 1923.		1924
1	Rapport de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse en 1923.		1924
1	Comptes rendus du Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements.		1924
1	Statistique de l'industrie minérale en 1922.		1924

Nombre de fascicules		Mois	Année
4	Moniteur des travaux publics	Mars	1925
2	Franceexport	Mars-avril	1925
2	Revue de l'Industrie minière	Mars-avril	1925
1	Le Monde industriel	Mars	1925
1	France-Grande-Bretagne	Mars	1925
1	Bulletin de Statistique et de législation comparée	Décembre	1924
1	La Réforme sociale	Mars	1925
1	Bulletin de la Société des Agriculteurs de France	Mars	1925
1	Bulletin de l'Association française pour l'avance- ment des sciences	Janvier	1925
	Colonies françaises. — Bulletin économique de l'Indo- Chine	Novembre	1924
	Le Mois colonial et maritime	Mars	1925
	Bulletin de l'Agence générale des Colonies	Janvier	1925
1	Grande-Bretagne. — Journal, of the Royal Statistical Society	Janvier	1925
4	The Economist	Mars-avril	1925
1	Ministry of Labour Gazette	Mars	1925
1	Hongrie. — Revue de la Société de Statistique	Juill.-sept.	1924
1	Revue de Statistique	Nov.-déc.	1924
3	Indes néerlandaises. — Documents statistiques		1924
1	Irlande. — Journal de l'Agriculture	Février	1925
	Italie. — Citta di Milano		
	Boletino Statistico di Firenze	Juill.-déc.	1924
	Revue mensuelle de Statistique de Rome	Oct.-nov.	1924
	La disoccupazione	Janvier	1925
1	Norvège. — Rapport sur l'état sanitaire et médical en 1921		1925
1	Statistique des mines en 1923		1925
1	Statistique de l'instruction publique en 1921		1924
1	Assurances contre les accidents des marins		1925
1	Statistiques des hospices d'aliénés en 1922		1925
1	Gages et salaires en 1924		1925
1	Superficies agricoles et élevage du bétail en 1924		1925
1	Statistique des banques privées par actions en 1923. — du commerce en 1923.		1924
1	— des Caisses d'épargne en 1923		1924
1	Mouvement de la population de 1916 à 1920		1925
1	Bulletin du Bureau central de Statistique	Mars	1925
1	Social meddelelser	Janvier	1925
1	Bulletin mensuel du commerce extérieur	Février	1925
2	Pays-Bas. — Revue mensuelle de Statistique	Févr.-mars	1925
1	Pérou. — Résumé du commerce extérieur	Décembre	1924
2	Pologne. — Revue mensuelle de Statistique du travail	Févr.-mars	1925
1	Roumanie. — Bulletin d'information de l'Office com- mercial français en Roumanie	Avril	1925
	Demetrescu.: Essais biométriques sur la race bovine de Moldavie		1924
3	Russie. — Bulletin statistique de l'Ukraine	Janv.-févr.	1925
1	Suède. — Étendue des chemins de fer en 1923		1925
1	Hygiène et service sanitaire en 1923		1925
1	Banque de Suède		1924
1	Uppgifter om Bankerna	Février	1925
1	Assurances en 1923.		
1	Population au 31 décembre 1920.		1925
1	Tribunaux en 1921-1922.		1925
1	Sociola meddelanden	Mars	1925

Nombre de fascicules		Mois	Année
1	Suisse. — Société de banque suisse. Rapport et bilan du 53 ^e exercice annuel		1924
2	Bulletin de la Chambre de Commerce suisse en France	Févr.-mars	1925
4	Tchécoslovaquie. — Rapports sur les prix nos 3 à 7 . . .		1925
5	Rapports de l'Office de Statistique nos 67 à 71 . . .		1925
1	Aperçu mensuel du commerce extérieur		1925
1	Commerce extérieur en 1923.		1925
	Uruguay. — Bulletin de Statistique.	Novembre	1924
1	Documents internationaux. — Institut international de Statistique, Bulletin mensuel de l'Office permanent	Mars	1925
	Résumé des travaux de la Société des Nations . . .	Février	1925
	Bulletin de Statistique agricole et commerciale . .	Mars	1925

Le Gérant : J. COMBE.
